

Paul Hellyer

Ancien ministre canadien de la Défense

Soyons conscients
des manipulations de la
L'ÉLITE MONDIALE

(Mafia financière, ordre mondial, contacts extraterrestres)

Et des options pour s'en libérer



Titre original anglais : *The Money Mafia*
Trine Day LLC, PO Box 577, Waltervill, OR 97489
© 2014 Paul T. Hellyer

© 2017 pour l'édition française
Ariane Éditions inc.
1217, av. Bernard O., bureau 101, Outremont, Qc,
Canada H2V 1V7
Téléphone : 514 276-2949, télécopieur : 514 276-4121
Courrier électronique : info@editions-ariane.com
Site Internet : www.editions-ariane.com

Tous droits réservés

Traduction : Louis Royer
Révision linguistique : Monique Riendeau
Graphisme et mise en page : Carl Lemyre

Première impression : octobre 2017

ISBN : 978-2-89626-420-9

Dépôt légal :
Bibliothèque et archives nationale du Québec 2017
Bibliothèque nationale du Canada 2017
Bibliothèque nationale de Paris 2017

Diffusion

Québec : Flammarion Québec – 514 277-8807
www.flammarion.qc.ca
France et Belgique : D.G. Diffusion – 05.61.000.999
www.dgdiffusion.com
Suisse : Servidis/Transat – 22.960.95.25
www.servidis.ch

Membre de l'ANEL

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt
Pour l'édition de livres – Gestion SODEC

Droits d'auteur et droits de reproduction
Toutes les demandes de reproduction doivent être acheminées à :
Copibec (reproduction papier) – (514) 288-1664 – (800) 717-2022
licences@copibec.qc.ca

Nous reconnaissons l'appui [financier]
du gouvernement du Canada.



Imprimé au Canada

*À tous les enfants de Dieu
vivant sur la Terre et dans l'Univers.*

Remerciements

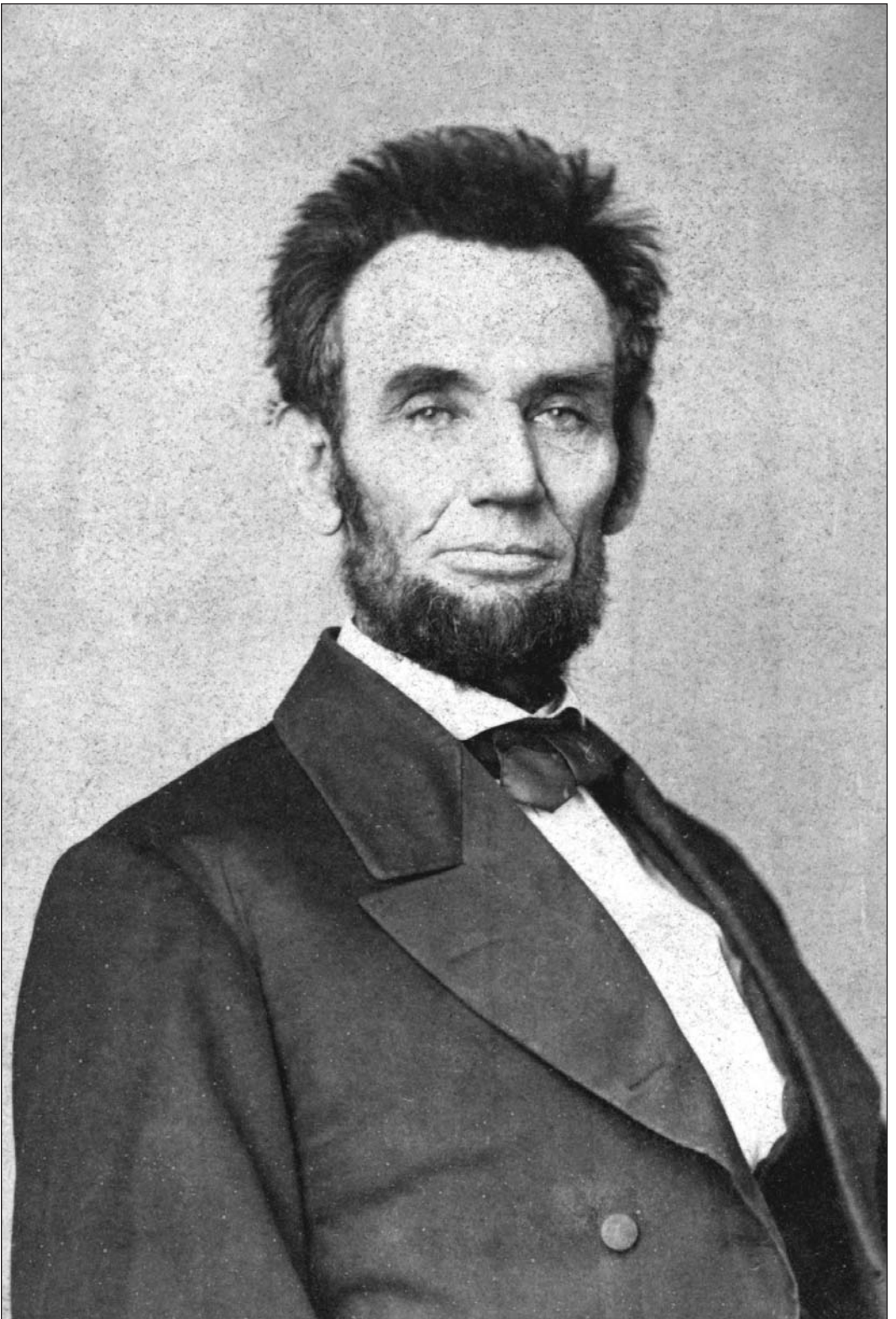
Le fait que ce livre ait été publié si peu de temps après avoir été écrit relève du miracle. Les personnes nommées ici ne sont que quelques-unes de celles dont la contribution mérite d'être mentionnée.

Je suis redevable au docteur Jerry Ackerman, à Ann Emmett, à Kent Hotaling, à Ruth MacKechnie et à Margaret Rao, ainsi qu'à une autre personne qui désire garder l'anonymat; tous m'ont fait de nombreuses suggestions pour améliorer le manuscrit. Jerry Ackerman et Ann Emmett, piliers de longue date du Comité pour la réforme économique et monétaire, dont Ann est présidente, m'ont particulièrement aidé au sujet de la question monétaire. Tous les membres ont révisé mon texte minutieusement pour y repérer les erreurs ou omissions inévitables. En définitive, je suis seul responsable de celles qui leur auraient échappé et des positions que je prends.

Mon assistante, Nina Moskaliuk, a investi de nombreuses heures dans des recherches qui m'ont été très utiles. Elle a également saisi le texte et préparé laborieusement les nombreuses références. Je n'ai pas de mots pour exprimer ma gratitude à mon ami, rédacteur et éditeur Kris Millegan, qui a su quoi faire pour créer le miracle. Enfin, j'aimerais remercier mon épouse Sandra pour sa patience et sa compréhension du défi que j'avais à relever, et pour m'avoir soutenu pendant ces longs mois où j'étais trop préoccupé par mon livre pour mener une existence «normale».

Table des matières

Introduction	1
1 Le Nouvel Ordre mondial	5
2 Les Trois Sœurs	11
3 La mondialisation	21
4 La mafia financière	41
5 La Banque des règlements internationaux	59
6 Il est temps que le FMI disparaisse !	71
7 Le plus grand braquage de l'histoire	85
8 L'argent créé par le gouvernement	99
9 Des visiteurs venus des étoiles	121
10 Le complexe militaro-industriel	157
11 Le réchauffement climatique : une recette désastreuse	189
12 Une divulgation intégrale	211
13 Les deux Amériques	237
14 Plan d'action pour la rédemption des É.-U. et de l'humanité	269
Postface	295
Notes	315
À propos de l'auteur	331
Photos	333



Abraham Lincoln, 1865.

Introduction

« J’entrevois dans un proche avenir une crise qui m’inquiète et me fait redouter le pire pour la sécurité de ce pays [...]. Nous avons créé de trop puissantes entreprises et il s’ensuivra une ère de corruption au plus haut niveau de la société. Les pouvoirs financiers prolongeront leur règne en alimentant les préjugés du peuple jusqu’à ce que toute la richesse soit concentrée entre les mains de quelques-uns et que la république soit détruite¹. »

– Le président Abraham Lincoln

Je n’avais pas l’intention d’écrire ce livre. En 2010, lorsque fut publié *Light at the End of the Tunnel: A Survival Plan for the Human Species*, je croyais avoir tout dit. Pendant les mois suivants, toutefois, j’ai découvert de nouvelles informations si essentielles et si inquiétantes que j’ai voulu les rendre publiques afin que l’on puisse en discuter et prendre les mesures qui s’imposent.

Un petit groupe d’individus très puissants se servent de la mondialisation pour miner les pouvoirs des États-nations, dans le but ultime de créer un gouvernement mondial non élu et contrôlé par eux.

Il en résultera inévitablement ce que d’inquiétantes statistiques illustrent déjà d’une manière évidente : une société formée de deux seules classes et où la majorité sera condamnée à une pauvreté relative. Pire, les pauvres et les démunis, à qui l’on nie de plus en plus les avantages des droits durement acquis grâce à l’Habeas Corpus Act de 1679² et accrus par l’évolution du système législatif, seront privés de la protection juridique pour laquelle leurs ancêtres se sont battus et sont morts.

Pour en faciliter l’identification, j’appellerai « Cabale » le petit groupe principalement responsable de ces changements. Dans ce livre, je préciserai qui en sont les membres et je décrirai leurs réalisations. Leur

influence est tellement grande qu'ils ont réussi à changer le visage de l'Amérique et de la plus grande partie du monde occidental. Des millions de jeunes gens sans emploi se font dire qu'ils ne devraient pas s'attendre à connaître la belle vie dont ont joui leurs parents et leurs grands-parents. C'est de la pure propagande, mais elle est tellement efficace que ce mensonge est rarement dénoncé. En réalité, nous sommes en mesure de procurer une « belle vie » à l'humanité entière.

Toutefois, nous devons d'abord établir quel type de démocratie nous désirons et méritons : un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, un gouvernement de tout le peuple et non uniquement de l'élite richissime.

Par exemple, il est certainement dans l'intérêt de la grande majorité de contrer le réchauffement climatique avant que ses conséquences n'atteignent le seuil désastreux prédit par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son dernier rapport, publié le 31 mars 2014. Le *New York Times* a relevé que « les calottes polaires fondent, les glaciers de l'Arctique s'effondrent, les réserves d'eau sont menacées, les vagues de chaleur et les fortes pluies s'intensifient, les récifs coralliens dépérissent, et que les poissons ainsi que plusieurs autres créatures migrent vers les pôles ou même disparaissent, dans certains cas³ ».

Inutile de dire que le niveau des océans s'élève à une vitesse qui menace les villes côtières et que le pire reste à venir. Les réserves alimentaires seront affectées et, comme toujours, ce sont les gens les plus pauvres qui en souffriront le plus. Comme on le verra dans ce livre, je crois fermement que la Cabale, qui comprend le cartel pétrolier, possède déjà les brevets d'une énergie propre, qui est essentielle pour remplacer rapidement les combustibles à base de carbone. Or, depuis des décennies, cette technologie reste secrète, ce qui serait impossible dans une véritable démocratie !

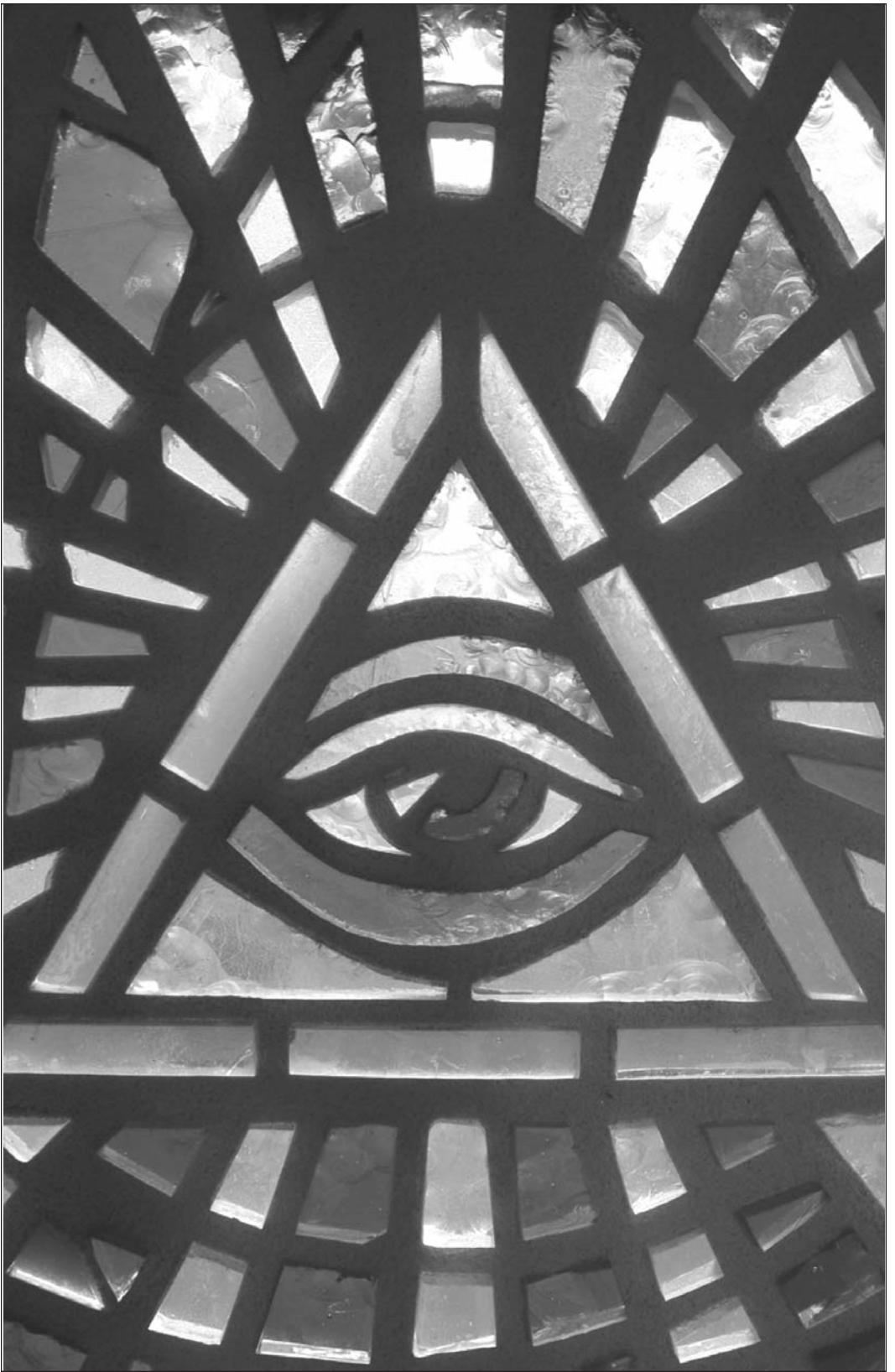
En réalité, les plus riches et les plus puissants, qui forment seulement 1 % de la population, font la guerre aux 99 % qui sont formés des gens pauvres et de la classe moyenne. Dans un article titré « Comment Wall Street a occupé l'Amérique », le célèbre journaliste d'enquête et iconoclaste Bill Moyers attribue le coup d'envoi à un mémorandum daté du 23 août 1971 et écrit par Lewis Powell, membre du conseil d'administration de Philip Morris, ce géant mortifère du tabac, et futur juriste de la Cour

suprême des États-Unis, à l'intention de ses amis de la Chambre de commerce⁴. La guerre a peut-être commencé plus tôt, mais ce mémo était un appel aux armes pour l'élite richissime.

Reconnaissant l'impossibilité du statu quo, des milliers de jeunes victimes de cette situation ont occupé Wall Street, dans un effort héroïque pour soutenir une cause que l'on devrait reconnaître comme noble. La répartition des revenus et de l'influence dépasse les bornes et il faut la rééquilibrer. Nous en avons eu la preuve lorsque les policiers de New York ont pris le parti des voleurs contre les victimes. Dans une société juste, ils auraient protégé les contestataires et arrêté certains gros bonnets de Wall Street.

Les contestataires qui ont occupé Wall Street ont commis une erreur stratégique : ils ont entrepris leur combat en sachant très bien ce qu'ils ne voulaient pas, mais sans pouvoir articuler ce qu'ils voulaient. On découvrira dans ce livre une grande quantité d'informations démontrant la valeur de leur cause. Plus important encore, on y trouvera un plan d'action qui révolutionnerait le monde s'il était appliqué intégralement. Il s'agit d'un plan pour remplacer la guerre par la paix, l'injustice par la justice, l'inégalité immorale par une meilleure égalité des chances, et, tout en haut de la liste, mettre fin à l'absurde destruction de notre magnifique planète, et ce, en nous mobilisant immédiatement pour la préserver au nom des générations futures. Ce sont en effet ces objectifs que tous les jeunes désirent atteindre et pour lesquels ils peuvent s'unir. Les rares lecteurs qui connaissent mon travail verront que j'ai repris ici beaucoup de matière de mes livres précédents, particulièrement le plus récent, *Light at the End of the Tunnel: A Survival Plan for the Human Species*, auquel je ferai référence en le nommant simplement «*Light*». Cette matière est aussi pertinente aujourd'hui qu'au moment de sa première publication.

En outre, certaines des informations contenues dans ce livre sont difficiles à vérifier car elles portent sur un sujet classifié. J'ai donc utilisé les meilleures références disponibles dans le domaine public, en les étayant par des sources qui doivent rester anonymes. Je crois néanmoins que les informations que je fournis sont suffisamment exactes pour soutenir les conclusions auxquelles je suis parvenu, ainsi que le plan d'action que je recommande.



Chapitre 1

Le Nouvel Ordre mondial

« Les dictatures surgissent naturellement des démocraties, et les pires formes de tyrannie et d'esclavage naissent de la liberté la plus extrême. »

– Platon

Quand le président américain George H. W. Bush a fièrement proclamé un Nouvel Ordre mondial, de nombreux cœurs se sont mis à battre un peu plus vite car ces mots semblaient faire écho aux espoirs d'un monde meilleur, marqué par la paix et la prospérité universelles. Il s'agissait presque d'un coup de trompette annonçant l'arrivée imminente du royaume de Dieu sur la Terre.

« Nous voyons apparaître un monde nouveau. Un monde portant la véritable promesse d'un nouvel ordre mondial. »

Quel monde merveilleux que celui où chaque enfant de chaque race, de chaque couleur et de chaque religion aurait une chemise sur le dos, de l'eau potable à boire, des aliments nourrissants à manger, des soins médicaux adéquats, et une éducation suffisamment libre pour le préparer à une vie utile et satisfaisante ! Nous, les Terriens, possédons plus que les ressources nécessaires pour faire de ce rêve une réalité, y compris les millions de jeunes recherchant un défi aussi merveilleux.

Pour créer le miracle, il suffit de changer nos priorités, après avoir effectué un authentique changement d'attitude. Nous devons endiguer notre nature guerrière et détourner au profit d'une poursuite proactive de

la paix une partie des sommes consacrées au développement de nouvelles machines à tuer encore plus efficaces. Cette transition devrait être plus facile à effectuer pour de jeunes idéalistes que pour de vieux adultes meurtris par le combat. C'est sûrement la bonne direction à prendre pour évoluer, en sortant de nos cocons pour émerger en beaux êtres réellement spirituels.

Nous ne saurons sans doute jamais ce que le président Bush avait à l'esprit en prononçant ces paroles. Pour lui accorder le bénéfice du doute, nous devrions présumer qu'il n'avait aucune idée de ce qu'était le Nouvel Ordre mondial dans l'esprit de certains de ses partisans les plus influents. En fait, il n'y avait là rien de nouveau. Le Nouvel Ordre mondial est en réalité la réincarnation du Troisième Reich des années 1930 et 1940. Il s'agit du même plan de domination mondiale que celui promulgué par les nazis, mais à une plus grande échelle.

Pire, il est plus avancé et beaucoup plus susceptible de réussir. L'approche est beaucoup plus subtile et séduisante. Il est présenté comme un monde de règles et de coopération internationales. Les pays sont incités à transférer leur souveraineté à des organisations internationales contrôlées par leurs ennemis ultimes. Même le G20 a été aspiré dans ce plan machiavélique dont il n'a été jusqu'ici que l'avaliseur.

Chaque traité de « libre-échange » est un pas dans la direction du ser-vage. Même l'emploi du terme « libre-échange » est délibérément trom-peur, tout comme l'est l'expression « le Nouvel Ordre mondial » si on ne la replace pas dans son contexte. Tous ces traités ont pour but de transfé-rer le pouvoir des gens pauvres aux gens riches, des petits pays pauvres aux grands pays riches, et, plus important encore, d'abandonner la gou-vernance par des représentants élus à celle de la bande du Nouvel Ordre mondial.

Cette fois-ci, ils sont beaucoup plus intelligents parce que leurs armes sont des ententes internationales, la puissance financière, la propa-gande et le contrôle mental. Tout cela s'accomplit sous les yeux des vété-rans de la Deuxième Guerre mondiale, qui ont combattu pour débarrasser le monde de l'oppression, mais qui n'ont pas compris le sub-terfuge des vaincus, lesquels ont appris de leurs erreurs.

Ceux parmi nous qui ont saisi l'astuce et qui se sont engagés à tenir bien haut le flambeau de la liberté, en l'honneur de ceux qui y ont laissé

leur vie, doivent combattre un mouvement d'arrière-garde. Nous ne pouvons qu'espérer qu'il ne soit pas trop tard. Ce serait une trahison sans pareille envers la conscience du bien et du mal que de perdre cette guerre en restant simplement assis dans nos fauteuils à ne rien faire.

Les graines du Quatrième Reich ont été semées bien avant que ne retombe la poussière des batailles en Europe, après la victoire du 8 mai 1945. Elles l'ont été aux États-Unis par l'opération Paperclip, dont les instigateurs étaient, sans le moindre doute, bien intentionnés. Malheureusement, ils n'ont pas su en évaluer les conséquences à long terme, un cas classique de l'arbre cachant la forêt. Ici, à l'intention des sceptiques qui penseraient que j'ai abandonné la non-fiction au profit de la fiction, je citerai les trois premiers paragraphes sur l'opération Paperclip tels qu'ils apparaissent dans Wikipédia, l'encyclopédie libre et disponible à tous sur Google.

L'opération Paperclip

«L'opération Paperclip fut un programme créé par le Bureau des services stratégiques (Office of Strategic Services – OSS) pour recruter des scientifiques de l'Allemagne nazie afin de les employer aux États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945). Dirigée par la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) dans le contexte de la guerre froide naissante (1945-1991), elle avait pour objectif d'empêcher l'expertise et le savoir scientifiques allemands de tomber entre les mains de l'URSS¹, du Royaume-Uni² et des deux Allemagnes issues de la guerre, celle de l'Est et celle de l'Ouest.

«Bien que le recrutement de scientifiques allemands par la JIOA ait débuté immédiatement après la victoire des Alliés en Europe, le 8 mai 1945, le président Truman n'a pas ordonné formellement l'exécution de l'opération Paperclip avant le mois d'août de la même année. L'ordre émis par Truman excluait expressément tout scientifique “ayant été membre du Parti nazi et ayant participé plus que nominalelement aux activités de ce dernier ou ayant activement soutenu le militarisme nazi”. Or, ces restrictions auraient rendu inéligibles la plupart des principaux scientifiques identifiés par la JIOA pour le recrutement et parmi lesquels se trouvaient l'ingénieur Wernher von Braun, spécialiste des fusées, Kurt H.

Debus et Arthur Rudolph ainsi que le physicien Hubertus Strughold, dont chacun avait été classé auparavant comme “dangereux pour la sécurité des forces alliées”.

«Pour contourner l'ordre antinazi de Truman ainsi que les accords conclus par les Alliés à Potsdam et à Yalta, la JIOA œuvra indépendamment pour créer de faux emplois et de fausses biographies politiques pour ces scientifiques. Elle supprima aussi des registres publics leur appartenance au Parti nazi et leur affiliation au régime. Une fois “blanchis” de leur nazisme, ces scientifiques obtinrent du gouvernement américain des habilitations de sécurité leur permettant de travailler aux États-Unis. Le nom du projet, Paperclip (trombone), fait allusion aux trombones utilisés pour attacher leur nouvelle personnalité politique à leur dossier personnel de “scientifique du gouvernement des États-Unis” recruté par la JIOA³.»

Un bref historique permettra d'établir le contexte. Ayant échoué dans sa tentative de conquête de l'Union soviétique, l'Allemagne nazie s'est retrouvée en désavantage stratégique. Ses ressources étaient épuisées et son complexe militaro-industriel n'était nullement préparé à défendre le grand Reich contre la contre-attaque de l'Armée rouge. Au début de 1943, le gouvernement allemand commença donc à rappeler du combat un certain nombre de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens, afin de se préparer à une longue guerre contre l'URSS.

Il fallait d'abord les identifier, puis vérifier leur fiabilité politique et idéologique. Werner Osenberg, l'ingénieur scientifique dirigeant l'Association allemande pour la recherche militaire, inscrivit sur une liste les noms des candidats politiquement fiables et qui pouvaient donc reprendre leurs travaux scientifiques⁴.

En mars 1945, à l'université de Bonn, un technicien de laboratoire polonais a découvert dans une toilette une partie de la liste d'Osenberg. Cette liste a ensuite abouti au MI6 (Military Intelligence, section 6), service du renseignement du Royaume-Uni, qui l'a transmise au renseignement américain^{5,6}. Le major Robert B. Staver, alors chef de la section «Propulsion à réaction» de la branche «Recherche et renseignement» du Corps d'artillerie de l'armée des États-Unis, s'est servi de la liste d'Osenberg pour établir sa liste de scientifiques allemands à capturer et à

interroger. Wernher von Braun, principal spécialiste en fusées de l'Allemagne nazie, était le premier sur la liste du major Staver⁷.

Pour l'opération Overcast, le major Staver n'avait d'abord que la seule intention d'interviewer les scientifiques, mais ce qu'il a appris lui a fait changer l'objectif de l'opération. Le 22 mai 1945, il transmettait au colonel Joel Holmes, au quartier général du Pentagone, un télégramme préconisant l'évacuation des scientifiques allemands et de leurs familles, parce que leur présence aux États-Unis était «très importante pour la guerre du Pacifique⁸». Selon le service de renseignement allié, le physicien nucléaire Werner Heisenberg, directeur du projet allemand d'énergie nucléaire, était «plus précieux que dix divisions de soldats allemands». Outre les spécialistes en fusées et en énergie nucléaire, les Alliés recherchaient également des chimistes, des médecins et des armateurs⁹. Durant ses opérations, qui se sont poursuivies jusqu'en 1990, l'opération Paperclip a importé 1 600 hommes, à titre de réparations intellectuelles dues aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, soit 10 milliards de dollars en brevets et en processus industriels^{10,11}.

Les avantages technologiques obtenus grâce à l'expertise des scientifiques allemands sont indéniables. Les Allemands étaient très en avance scientifiquement en matière de fusées et de développement des soucoupes volantes. Les nazis ont-ils jamais abandonné leur philosophie totalitaire? Ont-ils jamais accepté leur défaite aux mains des Alliés et le rôle joué par les États-Unis au cours des dernières étapes de la guerre?

Ce ne sont pas là des questions simplement hypothétiques et elles doivent être examinées sérieusement. Quels sont les liens entre les nazis américains, ou les «néo-totalitaires» comme j'appelle parfois les Illuminati bavarois et les militaires allemands qui ont peut-être transféré leur quartier général dans un lieu éloigné et secret? Œuvrent-ils de concert pour détruire les États-Unis et la civilisation occidentale avec une absolue détermination à devenir les maîtres du monde? Il n'y a eu pratiquement aucun débat public sur l'influence des nazis influents dans les échelons du pouvoir civil et militaire. Il n'y a eu aucun débat public sur une collaboration possible entre la société bavaroise de Thulé, les Illuminati bavarois et les Américains partageant le même point de vue, tous voués au même objectif: un gouvernement mondial dominé par eux.

De même, il y a très peu de débats publics sur les trois organisations qui dirigent ensemble les États-Unis en dominant presque totalement le processus politique. On les nomme parfois «les Trois Sœurs», mais leurs noms véritables sont les suivants : le groupe Bilderberg, le Conseil des relations étrangères et la Commission trilatérale.

Les personnes les plus puissantes de ces organisations ne font aucun mystère de leur projet de «phase finale». Quelques citations existent, qui ne laissent planer aucun doute sur ce qu'elles nous réservent. Les étapes essentielles ont été franchies une à une depuis des décennies et nous approchons rapidement de la fin du processus.

James Warburg, fils de Paul Warburg, fondateur du Conseil des relations étrangères et membre du «brain-trust» de Franklin D. Roosevelt, qui était composé d'individus extérieurs au gouvernement, dont des professeurs, des avocats et d'autres individus venus à Washington pour le conseiller sur des questions économiques, a livré un témoignage brutal devant le Comité sénatorial des relations étrangères, le 17 février 1950 : «Que cela vous plaise ou non, nous aurons un gouvernement mondial, par conquête ou par consentement¹².»

Plus révélatrice encore, une allocution prononcée par Henry Kissinger à Évian, en France, devant le groupe Bilderberg, et transcrite par un délégué suisse, Michael Ringier, éditeur et président de Ringier Inc., à partir d'une bande enregistrée, comportait le passage suivant : «Aujourd'hui, les Américains seraient outrés si les troupes de l'ONU venaient rétablir l'ordre à Los Angeles, mais demain ils en seront reconnaissants. Ce serait particulièrement le cas si on leur disait qu'un danger extérieur venant de l'au-delà, qu'il soit réel ou promulgué, menaçait notre existence. Tous les peuples du monde supplieraient alors leurs dirigeants de les délivrer de ce mal. Tous les humains ont peur de l'inconnu. Devant un tel scénario, ils renonceraient volontiers à leurs droits individuels au profit d'un bien-être garanti par leur gouvernement mondial¹³.»

Cette dernière menace est une référence voilée à une attaque, réelle ou simulée, par des extraterrestres. Je reviendrai sur le sujet dans le chapitre portant sur le complexe militaro-industriel.

Chapitre 2

Les Trois Sœurs

« Ceux qui analysent les structures du pouvoir dans le monde d'aujourd'hui n'ont aucun doute sur la domination du puissant empire américain, avec ses armes de destruction massive, ses armées répandues sur toute la planète (745 bases dans 120 pays), ses tentatives pour contrôler toutes les nations, ses efforts arrogants pour imposer ses volontés à l'humanité entière et, par ses programmes spatiaux, à tout l'univers. En dernière analyse, la mondialisation contre laquelle nous nous élevons est celle de l'empire américain. »

– Albert Nolan¹

Tout le plan du Nouvel Ordre mondial aurait pu avorter, n'eût été le soutien proactif des Trois Sœurs : le Conseil des relations étrangères, le groupe Bilderberg et la Commission trilatérale. Leur influence combinée est si envahissante qu'elle a atteint aux États-Unis le statut de « gouvernement parallèle ». En réalité, ce gouvernement parallèle est le véritable gouvernement des États-Unis, et les politiciens élus n'en sont que les marionnettes.

Il ne fait aucun doute que plusieurs des membres de l'une ou l'autre des Trois Sœurs ne sont pas pleinement conscients de la « phase finale ». En fait, s'ils en étaient adéquatement informés, ils seraient en désaccord. Pourtant, ils sont involontairement les instruments de la réalisation d'un plan considéré comme totalement diabolique par plusieurs d'entre nous : le remplacement de l'autonomie gouvernementale par une oligarchie pompeuse imposant ses normes immorales sur une grande partie d'un monde crédule.

La mise en œuvre de ce plan a été jusqu'ici tellement astucieuse qu'elle paraît être une évolution naturelle et inévitable, alors qu'elle n'est en fait ni l'une ni l'autre. Elle constitue plutôt un plan d'affaires froidement calculé et impitoyablement exécuté, pour concentrer le pouvoir, le contrôle et la richesse entre les mains d'un petit groupe d'hommes et de femmes richissimes; mais surtout des hommes, car on ne voit pas beaucoup de femmes participer à ces conclave secrets que sont les rencontres annuelles du groupe Bilderberg.

Il s'ensuit évidemment que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent, du moins relativement et, depuis un certain temps, complètement dans plusieurs cas. Des millions de gens meurent de famine et de maladie parce que les systèmes de distribution contrôlés par les riches et puissants, ainsi que les priorités qu'ils ont établies, ne sont pas conçus pour subvenir aux besoins des démunis. Cette élite fait beaucoup plus d'argent en provoquant des guerres froides ou des guerres chaudes.

Même si j'étais conscient du pouvoir des Trois Sœurs et de la «phase finale», et même si j'ai écrit sur le sujet dans mes livres précédents, dont *Light*, je fus vraiment ébranlé par la lecture de *La Véritable Histoire des Bilderbergers* de Daniel Estulin², journaliste d'enquête espagnol d'origine lituanienne immigré au Canada. Estulin a littéralement risqué sa vie pour «démasker le Nouvel Ordre mondial et le montrer tel qu'il est», comme il l'écrit à la fin de son chapitre intitulé «Bilderberg démaské». Si vous n'êtes pas membre du groupe Bilderberg et que vous aimeriez savoir un peu comment le monde est réellement dirigé, procurez-vous un exemplaire du livre d'Estulin et vous connaîtrez la vérité.

Le Conseil des relations étrangères

Le Conseil des relations étrangères (CRE ou Conseil) est la plus vieille des trois organisations. Bien qu'il fût actif au cours des années 1920, il est parvenu à une forte position d'influence lors du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Dès octobre 1940, soit plusieurs années avant que l'Allemagne se rende aux Alliés et fasse ainsi disparaître les ambitions impérialistes d'Hitler, le groupe économique et financier du Conseil a rédigé un mémo esquissant une politique élaborée «pour présenter les exigences politiques, militaires, territoriales et économiques des

États-Unis liées à sa domination potentielle du monde non allemand, y compris le Royaume-Uni ainsi que l'hémisphère occidental et l'Extrême-Orient³».

La «Grande Région», comme on appelait le bloc non allemand en 1941, n'était pas assez grande. On lui préférait donc l'idéal d'une économie mondiale globale dominée par les États-Unis⁴. C'est à ce stade qu'il y eut fusion virtuelle du Conseil et du département d'État des États-Unis, qui, à la fin de 1941, créa un comité spécial où des membres du Conseil jouaient un rôle important, le Comité consultatif sur une politique étrangère positive, pour considérer une planification positive et paver la voie à des décisions clés qui affecteraient le monde d'après-guerre.

Le Conseil a influencé les projets de création d'institutions économiques internationales, dont le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale), sans doute avec les plus nobles intentions. Il fut aussi grandement impliqué dans la création des Nations unies, dont les motifs semblaient plus égoïstes. Lors d'une réunion tenue en mai 1942, l'un des membres du Conseil, Isaiah Bowman, a déclaré que les États-Unis devaient utiliser la force pour assurer la «sécurité» et, en même temps, «éviter les formes classiques d'impérialisme⁵». Il affirma que la meilleure façon de le faire était de donner à ce pouvoir un visage international au moyen d'un organisme regroupant toutes les nations⁶.

Le Conseil ne fit aucune tentative pour cacher le fait que cette hégémonie sur la Grande Région, et plus tard sur le monde entier, avait pour but de soutenir une économie américaine en expansion, en lui procurant des matériaux bruts et des marchés pour ses produits. On appelait cela «l'intérêt national». Il était tout aussi évident que cet «intérêt national» était celui de l'élite dirigeante, dont le Conseil faisait partie. Les véritables intérêts de la majorité des Américains ne sont jamais entrés en ligne de compte.

On saisit mieux le pouvoir envahissant du Conseil quand on sait ce qui suit, comme le souligne Estulin.

«De tous les directeurs de la CIA, seul James R. Schlesinger, qui la dirigea brièvement en 1973, n'était pas membre du CRE. Il était toutefois un protégé de l'un de ses membres, Daniel Ellsberg, célèbre pour sa

divulgaration des “Pentagon Papers”, et sa nomination fut approuvée par Henry Kissinger, dirigeant clé du groupe Bilderberg, du CRE et de la CT.

« Parmi les présidents américains, nous avons vu une série de membres du CRE remporter les élections tous les quatre ans. En 1952 et 1956, Adlai Stevenson, du CRE, s’opposait à Dwight Eisenhower, du CRE. En 1960, ce fut Nixon contre Kennedy, tous deux du CRE. En 1964, l’aile conservatrice du Parti républicain “surprit l’Establishment” en préférant Barry Goldwater à Nelson Rockefeller comme candidat. Rockefeller et l’aile du CRE décrivent Goldwater comme “un radical dangereux” qui abolirait la sécurité sociale, lancerait des bombes atomiques sur Hanoi, et qui, en général, était la réincarnation du dictateur fasciste Mussolini⁷. Goldwater fut humilié et Johnson remporta une victoire écrasante.

« En fait, de 1928 à 1972, chaque élection présidentielle a été remportée par un membre du CRE (sauf celle de Lyndon Johnson, qui a largement compensé l’Establishment en accordant la plupart des postes importants du gouvernement à des membres du CRE⁸). »

On comprendra facilement pourquoi les politiciens ambitieux font la file pour devenir membres de l’Establishment. Il vaut beaucoup mieux être « consacré » comme initié que « vilipendé » comme non-initié.

En 1978, sir Winston Lord, président du Conseil des relations étrangères, a déclaré : « La Commission trilatérale ne dirige pas le monde secrètement. C’est le Conseil des relations étrangères qui le fait⁹. » On peut comprendre cette bravade. Mais, si je devais préciser cette déclaration, je dirais plutôt ceci : « Le groupe Bilderberg, le Conseil des relations étrangères et la Commission trilatérale dirigent le monde, en collaboration avec leurs alliés secrets. »

Le groupe Bilderberg

Ce groupe fut l’idée du docteur Joseph Retinger, l’un des principaux assistants du général Wladyslaw Sikorski, chef du gouvernement polonais en exil à Londres. Même durant la Deuxième Guerre mondiale, il proposa des rencontres régulières entre les ministres des Affaires étrangères

des pays du continent et il établit d'étroites relations avec des hommes qui devinrent des dirigeants d'après-guerre.

Après la fin du conflit, Retinger expliqua son intérêt pour une unification européenne lors d'une rencontre à Chatham House, foyer de l'Institut royal des affaires internationales, l'équivalent britannique du Conseil des relations étrangères. Pour remédier à la division de l'Europe, qui avait rejeté à la fois le communisme et le Nouveau Monde hitlérien, il fallait instaurer une fédération des pays européens voisins dans laquelle les États «renonceraient à une partie de leur souveraineté¹⁰».

L'idée n'était pas nouvelle, bien sûr, mais Retinger lui donnait de la crédibilité à un moment critique du développement européen d'après-guerre. Elle était également un catalyseur pour établir des liens plus étroits entre l'Europe et l'Amérique à un moment où l'anti-américanisme foisonnait sur le continent. C'est ainsi qu'évolua le groupe qui devint connu sous le nom de Bilderberg.

Ce nom provient du lieu de la première réunion des membres du groupe en 1954, l'hôtel de Bilderberg, situé à Oosterbeek (Pays-Bas). Cette rencontre était présidée par le prince Bernhard de Hollande, qui, avec Paul Rykens, de la multinationale Unilever, avait établi la liste originale des participants : deux de chaque pays, avec des représentants du monde des affaires, des banques, de la politique et du monde universitaire. Cette liste comportait un bon équilibre entre des conservateurs et des libéraux dont les idées n'étaient pas trop à gauche, selon le prince et le comité d'organisation qu'il avait choisi. Le groupe était assez pragmatique pour faire en sorte que ses vues aient du poids, quel que fût le gouvernement en place.

On ne saurait nier l'influence positive exercée par le groupe sur les relations intergouvernementales et sur la résolution des problèmes internationaux. Il a contribué à pratiquement tous les grands débats que l'Occident a dû affronter. La liste des membres, qui n'est pas reconnue officiellement, se lit comme un annuaire des gens puissants et influents. Le président John F. Kennedy a littéralement rempli le département d'État d'anciens du groupe Bilderberg, y compris le secrétaire d'État Dean Rusk et le sous-secrétaire d'État George W. Ball.

Les méthodes et les motivations du groupe Bilderberg n'ont toutefois pas tardé à semer l'inquiétude. L'idée d'une Europe unie pour préve-

nir le déclenchement d'une autre guerre mondiale, une idée merveilleuse et progressiste en théorie, a produit à ce jour un continent en crise. L'Allemagne en est la puissance dominante et elle contrôle la destinée du groupe d'une façon et dans une mesure qui ne diffèrent pas tellement de ce qu'elle espérait accomplir avec la Deuxième Guerre mondiale, sauf que, cette fois, aucun coup de feu ne fut tiré. Tout fut accompli par la diplomatie et le pouvoir de l'argent.

Les membres du groupe Bilderberg sont très habiles pour étendre leur sphère d'influence. Chaque année, ils tiennent leur réunion annuelle dans un pays différent. Vous savez quoi? La liste des invités comprend invariablement les principaux dirigeants politiques, les plus puissants industriels et présidents de banque ainsi que les hauts dirigeants des plus grands médias. À la fin de la réunion, la pieuvre Bilderberg a acquis davantage de bras munis de ventouses. Comme le conclut Estulin :

«Avec le temps, les nombreux objectifs de cette organisation extraordinairement secrète sont devenus évidents. Ils comprennent **une identité internationale; le contrôle centralisé des gens** – par le contrôle mental, ils veulent amener l'humanité à obéir à leurs désirs; **une société à croissance zéro** pour détruire les vestiges de la prospérité générale; **un état de déséquilibre perpétuel; le contrôle centralisé de toute l'éducation; le contrôle centralisé de toutes les politiques nationales et étrangères; l'expansion de l'OTAN** (qui fut conçue comme un pacte de défense mutuelle et non comme une force d'intervention); **un État providence socialiste** où les esclaves soumis seront récompensés et où les non-conformistes seront ciblés pour l'extinction¹¹.»

Si vous êtes intéressé par les droits de la personne, sans distinction de race, de couleur, de religion ou d'orientation sexuelle, par la liberté d'expression et la liberté de religion, ou simplement par tout aspect important de la vie sur Terre, alors levez-vous et faites quelque chose. La qualité de vie que vous défendrez sera peut-être la vôtre.

P.-S. – Le groupe Bilderberg a réussi à maintenir secrètes ses rencontres pendant des décennies, jusqu'à celle prévue à Toronto du 30 mai

au 2 juin 1996. À cette occasion, Daniel Estulin, l'auteur de *La Véritable Histoire des Bilderbergers*, a su par un initié que l'un des sujets à l'ordre du jour serait la rupture du Canada, son pays d'adoption. La chose n'a rien d'étonnant pour quiconque connaît l'histoire des Trois Sœurs, car le Conseil des relations étrangères, qui possède des bureaux à New York et à Washington, convoitait depuis longtemps le vaste et riche territoire du Canada, et rêvait d'une union continentale. Le fait que des membres haut placés du Conseil des relations étrangères soient aussi membres du groupe Bilderberg faisait de cette organisation secrète le lieu idéal pour en discuter.

Estulin fut outré que la rencontre de Toronto, présidée par Conrad Black au chic Leadership Center de la CIBC, au nord-ouest de la Ville Reine, préparât le terrain pour que la rupture imminente du Canada soit accomplie par une déclaration unilatérale d'indépendance par le Québec l'année suivante.

À l'époque, les Canadiens ignoraient à quel point ils avaient frôlé de près cette rupture lors du référendum de 1995 sur la souveraineté du Québec. Nous n'en avons pris conscience qu'en mai 1997 lorsque l'ex-Premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, a confirmé, dans son livre *Pour un Québec souverain*, qu'il aurait fait une déclaration unilatérale d'indépendance quelques jours après une victoire du camp du «oui». «M. Parizeau dit qu'il était secrètement engagé dans un "grand jeu" sur les conseils de l'ex-président français Valéry Giscard d'Estaing, à qui il avait rendu visite en France au début de 1995. Giscard d'Estaing aurait encouragé M. Parizeau à croire qu'une déclaration unilatérale d'indépendance par le Québec serait rapidement suivie d'une reconnaissance de la nouvelle nation par Paris. Il en déduisait qu'il s'ensuivrait une reconnaissance par Washington. On ignore toutefois si M. Parizeau a reçu un encouragement officiel du gouvernement français lui-même¹².» Quoi qu'il en soit, il serait intéressant de savoir s'il y a eu collusion entre les membres des Trois Sœurs et le gouvernement du Québec. Si cette province s'était séparée du Canada, il ne fait aucun doute que ç'aurait été le début de la fin pour les deux. Premièrement, les Provinces atlantiques ou les provinces de l'Ouest auraient décidé qu'un commerce Nord-Sud leur convenait mieux. L'Ontario se serait retrouvé isolé et les gros canons auraient capitulé. Enfin, le Québec, un îlot francophone dans un océan américain

anglophone, aurait commencé à s'éroder et serait devenu une autre Louisiane.

La meilleure garantie de survie, autant pour le Québec que pour le Canada, est leur appartenance à la même équipe qu'en 1776 et en 1812-1814.

La Commission trilatérale

Fondée officiellement en juillet 1973, la Commission trilatérale est le plus jeune des trois grands groupes œuvrant à la mondialisation et à un Nouvel Ordre mondial. Ses origines remontent à Zbigniew Brzezinski, alors professeur à l'université Columbia. Il a écrit une série d'articles reconnaissant la puissance et l'influence croissantes du Japon sur la scène internationale, et il a ensuite organisé des études tripartites, sous les auspices de la Brookings Institution, connue à Washington comme étant le groupe de réflexion des administrations démocrates.

Ces études ont contribué à convaincre David Rockefeller que le trilatéralisme serait un instrument utile pour établir une communauté d'intérêts entre l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et le Japon, à un moment où les relations entre les trois se détérioraient. Quand Rockefeller et Brzezinski présentèrent l'idée d'une entente trilatérale lors de la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 1972, la réaction fut enthousiaste. C'était là l'approbation dont Rockefeller avait besoin pour faire de ce rêve une réalité.

Cette organisation est la plus ouverte sur le plan des objectifs. Elle est élitiste et antidémocratique. Un rapport daté de 1975 et intitulé «La crise de la démocratie : rapport sur la gouvernabilité des démocraties à l'intention de la Commission trilatérale» affirmait ceci : «La vulnérabilité du gouvernement démocratique des États-Unis n'est pas due principalement à des menaces extérieures, bien qu'elles existent, ni à une subversion intérieure par la gauche ou la droite, même si ces deux possibilités sont réelles, mais plutôt à la dynamique interne de la démocratie elle-même dans une société hautement éduquée, mobilisée et participative¹³.» Eh bien ! Le principal danger menaçant la démocratie, c'est la démocratie ! Il faut réfléchir profondément pour en arriver à un tel concept. Et les menaces que posent à la démocratie les mesures prises par

des gouvernants qui ont été «élus» par le peuple, mais seulement après avoir été choisis et installés aux commandes par ces groupes élitistes ?

Le pouvoir politique du «Trilat» ou des «trilatens», des expressions commodes que j'emploierai pour désigner les nombreuses influences combinées de la Commission trilatérale, du Conseil des relations étrangères et du groupe Bilderberg, est menaçant ! Quand les trilatens se sont inquiétés des mesures protectionnistes prises par l'administration Nixon, ils ont cherché quelqu'un pour remplacer ce dernier. Le nom de Jimmy Carter se trouvait sur une courte liste de trois candidats et c'est lui qu'ils ont finalement choisi. Ce furent les connexions médiatiques du Trilat qui ont contribué à l'ascension politique d'un obscur agronome et à sa nomination comme candidat de Parti démocrate aux élections présidentielles. L'opération a réussi comme prévu. Devenu président, Carter a nommé dix-sept membres du Trilat à des postes importants de son administration¹⁴. Quand, au bout de quatre ans, les trilatens ont été désillusionnés par Carter, qui avait peut-être été trop indépendant à leur goût, ils ont décidé de le remplacer par un autre des leurs, George Bush¹⁵. Un petit problème s'est posé lorsque Bush était en lice pour la nomination républicaine. Dans cinq États, des opposants ont publié des annonces pleine page disant ceci : «Les mêmes gens qui vous ont donné Jimmy Carter vous donnent maintenant George Bush.» Devant ce revers, les trilatens ont opté pour un tandem Reagan-Bush, et George Bush a dû attendre son temps, tandis que Reagan, qu'ils considéraient avec un certain scepticisme, les a comblés avec l'Accord de libre-échange canado-américain.

Plus tard, après que George Bush eut enfin accédé à la présidence, les trilatens ont choisi un autre des leurs, Bill Clinton, pour lui succéder. Clinton assista à la réunion du groupe Bilderberg en 1991, où on lui mentionna la désirabilité d'un Accord de libre-échange nord-américain¹⁶. Il en est revenu «consacré», et, bien que le chemin de la célébrité fût parfois rendu cahoteux par sa vie personnelle, il a prévalu, avec l'aide de ses puissants alliés.

La reconnaissance de Clinton envers ses bienfaiteurs fut grande, et elle se poursuit. Sa manifestation la plus spectaculaire fut la négociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), afin de procurer à la table ronde sur les affaires américaines (et aussi sur les affaires canadiennes, y compris les entreprises américaines établies au Canada et qui

ont généreusement contribué à la campagne de propagande) un accès illimité à la main-d'œuvre mexicaine bon marché. Ce processus fut adéquatement rapporté dans *The Selling of "Free Trade": NAFTA, Washington and the Subversion of U.S. Democracy*, par John R. MacArthur, éditeur du *Harper's Magazine*¹⁷. Quiconque s'intéresse à la politique devrait lire ce livre qui relate un cas classique de manipulation du Congrès.

Ce qui est d'une importance encore plus grande à long terme, Clinton a transformé le Parti démocrate, qui prêtait parfois l'oreille aux inquiétudes de ses alliés traditionnels – les syndicalistes, les environmentalistes, les pauvres et les activistes sociaux –, en un parti à peine différent du Parti républicain. Sa vigoureuse promotion du « libre-échange », y compris la proposition de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), a privé les nationalistes américains, ainsi que les autres citoyens responsables s'inquiétant de cette perte sérieuse de souveraineté, de toute voix efficace dans la détermination de leur avenir. Ce virage à droite de Clinton répondait aux vœux des trilatens. Il nia également aux électeurs américains le choix idéologique dont ils avaient toujours joui et dont ils avaient désespérément besoin.